

**Hong Kong - Chine - Enseignement
- Francophonie - AEFÉ - Entretien
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec
"Lepetitjournal.com" - Extraits
(Hong Kong, 03 décembre 2018)**

Q - Vous avez inauguré le campus du Lycée français à Tseung Kwan O. Mais dans un contexte où l'AEFE (l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger) va voir ses moyens baisser.

R - Ils ont été maintenus. Le président s'est engagé à les maintenir pour 2018-2019, dans l'attente d'une mission parlementaire conduite par Samantha Cazebonne, députée des Français de l'étranger, ancienne proviseure. Elle a diffusé des questionnaires, elle a visité de nombreux établissements partout dans le monde. Son travail nous permettra de réfléchir à la façon de consolider le modèle, à la façon d'associer plus largement des établissements parce que le but est aussi d'augmenter le nombre d'élèves scolarisés dans un établissement AEFÉ ou apparenté.

Q - Il y a donc encore une ambition de l'enseignement du français ?

R - Bien sûr. D'ailleurs, on voit qu'il y a une demande croissante. Des nouvelles formules émergent. Il faut aussi s'adapter aux différents terrains. Samantha Cazebonne nous donnera des orientations, mais il n'y a pas de révision à la baisse des ambitions.

Q - Le gouvernement a annoncé une hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers en France. Pensez-vous que cette mesure est à même d'attirer les étudiants étrangers ?

R - Il faut aller au bout du raisonnement. D'un côté, il y a le fait de faire payer non pas le prix coûtant mais un tiers du prix de la formation. La France continue de subventionner deux tiers de la scolarité des étudiants venus hors de France. Dans le même temps, on va tripler le nombre de bourses. Nous accompagnerons les étudiants pour lesquels ce sera dur de supporter cette augmentation. L'idée de cette mesure est aussi de fournir un meilleur accueil avec des moyens supplémentaires. Il se trouve qu'en Asie, de nombreux étudiants, tenaient un raisonnement considérant qu'un enseignement supérieur gratuit ou presque ne pouvait pas avoir de valeur. Ce qui n'est pas le cas. Nous avons des universités de très bon niveau. Cette mesure contribuera peut-être à redorer notre blason du côté de l'Asie.

Q - En matière d'attractivité économique, vous parlez du financement, des talents que nous avons en France, de l'écosystème. Qu'en est-il de l'outil productif ?

R - Pour la première fois depuis de nombreuses années, la France a créé plus d'usines qu'elle n'en a fermées. La part de l'industrie progresse. Il y a eu une baisse du coût du travail -enclenchée avant qu'on n'arrive aux manettes- qui fait que la France a aujourd'hui un coût du travail inférieur à l'Allemagne. Par ailleurs, on a fait un bond dans tous les classements d'attractivité. Pour rencontrer régulièrement les dirigeants de filiales étrangères établies en France, je peux vous dire que les réformes fiscales et les réformes du droit du travail ont créé une prise de conscience chez les n+1 de ces patrons de filiale. La France est à nouveau prise en compte pour localiser des activités. C'est pour cela que nous ne dévierons pas de ce cap pro-business. Il faut d'abord créer des emplois, de la richesse, pour ensuite la répartir...

Q - On n'entend pas beaucoup la France sur les droits de l'Homme quand il y a des reculs à Hong Kong, comme le non-renouvellement du visa d'un journaliste. Est-ce pour préserver les relations avec Pékin ?

R - Sur les sujets des droits de l'Homme, partout dans le monde, quand des sujets se posent, la diplomatie française opte pour la discrétion. La discrétion est le choix de l'efficacité. Il vaut mieux passer des messages en off, avoir des discussions loin des micros, plutôt que de vouloir donner des leçons de morale à tout le monde.

Q - Pensez-vous que l'Europe va enfin parler d'une voix face à la Chine ?

R - De façon générale, l'Europe est à un moment de vérité. Il faut qu'on arrive à bâtir cette souveraineté européenne, qui nous permettra de peser vis-à-vis d'autres grands blocs, comme la Chine ou les Etats-Unis. Ça veut dire qu'il faut parler d'une voix unie. On a toujours regretté que la Chine veuille scinder l'Europe en deux. Mais il y a un dialogue intense, entre Paris et Pékin. Au plan européen, on a enclenché un groupe de travail avec la Chine, notamment pour évoquer les sujets commerciaux. Ce groupe de travail sous la présidence de Cecilia Malmström permet de faire mûrir un certain nombre de sujets, comme la réforme de l'OMC. Il faut s'adresser aux racines profondes des déséquilibres et voir pourquoi il y a cette guerre commerciale. Là aussi, nous sommes à un moment carrefour pour le commerce mondial. On voit que nous sommes en train de danser au bord du gouffre. Le système multilatéral peut exploser. La France et l'Europe ont une responsabilité particulière pour apporter des idées dans le débat./.